



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 10 OCTOBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix du mois d'octobre à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 1^{er} octobre 2023, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCROYSE, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	<u>Etaient présents :</u>	Mesdames COQUET Christine, ELOIRE Aurélie, FIEVET Béatrice, GUILLAUD Patricia, MASSELOT Catherine, PAUL Christine
		Messieurs DELEVOYE Didier, LEMAIRE Aurélien, LEROY Bertrand, VERCROYSE Olivier
	<u>Absents excusés :</u>	COULON Chantal ayant donné procuration à MASSELOT Catherine, GUSTIN Jacques ayant donné procuration à DELEVOYE Didier, LEFEBVRE Francis ayant donné procuration à VERCROYSE Olivier, LEPERS Jean-Marie ayant donné procuration à LEROY Bertrand, PARENT Monique ayant donné procuration à COQUET Christine, THIEFFRY Martine ayant donné procuration à FIEVET Béatrice
	<u>Absents :</u>	DELBORGHE Paul-Edward, MARCHAND Laurent
En exercice : 18		
Présents : 10		
Votants : 16		
		Madame PAUL Christine est nommée secrétaire de séance

N° : **2023-50**

ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 1^{ER} JANVIER 2024

Monsieur le Maire expose :

1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Établissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires, par exemple le mécanisme de fongibilité des crédits.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'il introduit, il est proposé d'adopter l'instruction budgétaire et comptable M57, pour le Budget Principal (et la collectivité) à compter du 1er janvier 2024. *En cas de budgets annexes (Caisses des écoles, CCAS etc.), les assemblées délibérantes compétentes devront également délibérer individuellement pour le passage à la nouvelle nomenclature comptable M57.*

L'article 175 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique prévoit que les communes de moins de 3 500 habitants appliquent la nouvelle nomenclature M57 selon le plan de compte abrégé.

La commune peut décider d'opter pour le plan de comptes développé. Cette option doit être mentionnée dans la délibération. Toutefois les obligations budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants ne s'appliqueront pas.

2 - Application de la fongibilité des crédits

Le conseil municipal peut autoriser le maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Cette autorisation sera donnée annuellement par délibération du conseil municipal au moment du vote du budget. Cette nouvelle fonctionnalité sera reprise dans l'état IB du Budget primitif de la collectivité. Le maire informera l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

3 - Fixation du mode de gestion des amortissements en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 n'apporte pas de modification sur le périmètre des amortissements.

En revanche, elle introduit le principe de l'amortissement au prorata-temporis qui s'appliquera en particulier aux subventions d'équipement versées.

Adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57

Vu l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, offre la possibilité, pour les collectivités volontaires, d'opter pour la nomenclature M57 ;

Vu l'avis du comptable public n° 49/2023 en date du 22 septembre 2023 pour l'application du référentiel M57 avec le plan comptable abrégé pour la commune de Camphin en Pévèle au 1^{er} janvier 2024 ;

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DECIDE

Article 1 : d'adopter l'instruction budgétaire et comptable M57, pour le budget de la commune de Camphin en Pévèle à compter du 1^{er} janvier 2024. La commune appliquera le référentiel abrégé ;

Article 2 : de conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

Article 3 : de préciser qu'il n'y aura pas d'amortissement, à l'exception des subventions d'équipement versées ;

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 16 octobre 2023

Le Maire,

Olivier VERCRUYSE


